

# Les Palestiniens ont besoin d'une vision alternative

Par Haidar Eid , *professeur associé à l'université Al-Aqsa à Gaza*, 3 Octobre 2020



***Un drapeau palestinien flotte alors que des Palestiniens se rassemblent sur une colline lors d'une manifestation contre les colonies israéliennes dans la ville de Beita en Cisjordanie occupée par Israël, le 2 mars 2020 [Dossier : Mohamad Torokman/Reuters].***

De nombreux articles ont déjà été écrits critiquant l'accord de normalisation signé entre les Emirats arabes unis (EAU), le Bahreïn et Israël et le qualifiant de coup de poignard dans le dos du peuple palestinien. D'autres ont fait valoir que cela n'aurait pas dû être une surprise puisque les oligarchies au

pouvoir aux EAU et à Bahreïn ont été au lit avec l'Israël de l'apartheid pendant des années et que ce n'était qu'une question de temps avant qu'elles ne le rendent public afin de renforcer leur alliance contre les deux principales menaces : l'Iran et la propagation de la démocratie dans le monde arabe.

Cet article ne suivra pas la même voie. Il s'agit plutôt d'une tentative de s'engager dans ce qui semble être une formulation sociale, politique, économique et historique d'un programme alternatif à ce qui est offert par les puissances impérialistes, sionistes et réactionnaires hégémoniques, non seulement pour la Palestine, mais aussi pour le reste du monde arabe.

Dans ce contexte, il est utile d'évoquer la théorisation de la « cartographie cognitive » du critique littéraire américain Fredric Jameson, un processus qui répète, ajoute et respecte très fortement les lois de la dialectique (le développement et le mouvement des opposés). En d'autres termes, il ne suffit pas d'interpréter cet accord en ne comprenant que le contexte historique dans lequel il a été signé, il faut proposer un programme progressif qui le remet en question en se basant sur le changement des conditions qui l'ont finalement conduit, à savoir le colonialisme de peuplement et l'apartheid en Palestine.

La signature de l'accord entre Israël, Bahreïn et les Émirats arabes unis à la Maison Blanche le 15 septembre est, certes, le début d'une nouvelle ère qui a commencé au Moyen-Orient; cependant, elle n'apportera pas – avec ses rapports de force déséquilibrés – une solution juste à la question palestinienne.

Les accords de Camp David (1979), d'Oslo (1993), de Wadi Araba (1994) et l'accord d'Abraham (2020), tous issus d'accords commerciaux et de la diplomatie d'arrière-plan entre Israël et ces pays arabes ont totalement trahi la cause palestinienne. Aucun d'entre eux n'a abordé les droits fondamentaux des Palestiniens, comme le droit au retour des réfugiés, l'autodétermination, l'égalité et la liberté.

En bref, tous les accords mentionnés ont garanti le contrôle israélien sur la Palestine historique, du Jourdain à la mer Méditerranée, une réalité de fait créée par la partie coloniale la plus forte sans aucun compromis.

La situation actuelle est sans aucun doute le produit des déséquilibres internationaux et régionaux qui prévalent en ce moment précis, qui n'est ni statique ni éternel, mais plutôt passager et sera inévitablement suivi par d'autres moments, selon la loi de la dialectique.

Il ne fait donc aucun doute que ce moment historique spécifique est l'apogée de la passivité palestinienne et arabe en raison de l'affaiblissement du nationalisme arabe progressiste et de la chute de la direction de droite palestinienne dans le piège de «l'industrie de la paix». Cependant, tout moment qui approche devrait aller à l'encontre de ce qui nous est offert dans ces circonstances : « Tout ce qui est solide se fond dans l'air », comme l'aurait dit Karl Marx.

L'opposition aux accords dans le monde arabe, en général, et dans les États du Golfe, en particulier, va croître exactement de la même manière que les peuples égyptien et jordanien se sont opposés et ont combattu ceux de Camp David et d'Araba

après leur signature.

La vision alternative que les Palestiniens doivent adopter est une production géopolitique qui remet en question l'espace nouvellement dessiné par les États-Unis, Israël et leurs alliés arabes – le soi-disant nouveau Moyen-Orient – et propose une nouvelle carte de la Palestine laïque et démocratique, au cœur d'un monde arabe démocratique.

Nous avons besoin d'une représentation alternative de l'ensemble de la « réalité » sociopolitique qui se développe actuellement dans la région, qui s'éloigne du mantra tant répété de la solution raciste de deux États.

Les Palestiniens doivent aller de l'avant, mais avec de nouvelles idées émanant d'une forte conviction que « les hommes [et les femmes] font l'histoire, mais ils ne la font pas dans des circonstances choisies par eux-mêmes », comme l'a dit Marx. Pendant trop longtemps, les Palestiniens ont été dirigés par des politiciens de droite qui n'ont pas réussi à réaliser un seul droit fondamental de l'une des trois composantes du peuple palestinien : ceux qui vivent dans la diaspora, les résidents de Gaza et de Cisjordanie et les citoyens palestiniens de seconde classe d'Israël.

Il est donc nécessaire de souligner l'importance d'un organisme palestinien doté d'une direction progressiste qui s'oppose à toute forme d'exploitation de classe, qu'elle soit nationale, sexuelle ou religieuse, une direction qui est nécessairement laïque dans sa compréhension profonde de la question palestinienne.

Une telle direction ne peut envisager de solutions racistes. Elle doit relever les défis historiques posés par la nouvelle-ancienne alliance entre Israël, les États-Unis et les régimes arabes réactionnaires et, ainsi, devenir un agent d'activités à caractère local/national et international par la promotion du Boycott, du Désinvestissement et des Sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Il est urgent de dépasser le stade historique actuel, caractérisé par une forme de dogmatisme nationaliste dominant, représenté par des slogans tels que « deux États pour deux peuples » et « la seule solution est la solution à deux États », entre autres. Ces slogans sont en quelque sorte le produit des vagues de normalisation avec l'Israël de l'apartheid, un processus de remodelage de l'esprit arabe et palestinien par des « appareils d'État idéologiques », tels que les médias, l'éducation, les mosquées, le droit, qui tentent de manipuler et de remodeler la conscience des individus, en particulier de ceux qui ont un potentiel révolutionnaire.

Il est également urgent de s'écarter de l'esprit nihiliste qui a dominé une grande partie du discours de la gauche stalinienne palestinienne ces derniers temps, en soulignant l'importance de l'action humaine et la nécessité d'une compréhension historique du moment historique actuel de l'après-Oslo.

Nous avons besoin d'une vision alternative qui puisse conduire à la paix et à la justice. Et il semble que les Palestiniens colonisés sont censés être ceux qui offrent une vision qui les réhumanise eux-mêmes et leurs oppresseurs. Telle est leur responsabilité morale d'être à la fin d'un système à plusieurs niveaux d'oppression coloniale.

Lorsque les choses semblaient si sombres pour les Africains noirs souffrant aux mains d'une autre puissance coloniale, dans une situation similaire à celle que vivent les Palestiniens, Nelson Mandela a proposé cette vision alternative : « J'ai lutté contre la domination blanche et j'ai lutté contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle toutes les personnes vivent ensemble en harmonie et avec des chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère atteindre ».

L'alternative pour les Palestiniens doit être un État démocratique laïque dans la Palestine historique, un État dans lequel tous les citoyens sont traités sur un pied d'égalité, indépendamment de leur religion, de leur sexe et de leur couleur. Cet État doit accepter le retour des réfugiés et l'autodétermination, qui sont tous deux un pas vers la résolution des questions palestinienne et juive. C'est ce que le peuple palestinien doit s'efforcer de faire : renverser toute l'équation politique hégémonique.

Traduction GD pour l'Agence Media Palestine

Source: [Al Jazeera](#)